

Courrier des lecteurs

Les jeunes doivent pouvoir sortir

Lettre du jour

Genève, 25 novembre Genève lieu de culture... mais pas pour tout le monde. Autrefois riche d'une offre culturelle variée, et également berceau des mouvements alternatifs, Genève a désormais radicalement changé de visage.

Après la fermeture de l'Ancien palais, l'évacuation de Rhino et de presque tous les squats de la ville, la fermeture du site Artamis; l'Usine, n'en déplaie à certains, demeure l'un des rares lieux de culture dite «alternative».

Je trouve choquant que nos autorités s'en prennent à cette

institution et prive les jeunes et moins jeunes d'un des derniers lieux de culture accessible à tous et représentatif de certains styles musicaux.

Certains n'iront jamais au Grand Théâtre ou dans des boîtes branchées, et on n'empêchera personne de sortir le soir. En restreignant toujours plus le choix de lieux de sortie, on encourage aussi les soirées improvisées dans la rue, entraînant diverses nuisances.

Le gouvernement attaque et ne propose aucune solution constructive: si ce n'est pas à l'Usine, il faudra bien des lieux de sortie accessibles à tous et en particulier aux jeunes.

Valérie de Roguin



Sa place était au Conseil d'Etat

Chambésy, 23 novembre J'ai pris connaissance des déclarations du député Stauffer accusant le ministre des Finances Dal Busco d'avoir choisi de participer à la séance hebdomadaire du Conseil d'Etat plutôt que de répondre aux questions des commissaires. «Il a montré de la suffisance et du dédain envers le Grand Conseil», conclut-il avec une grandiloquence narcissique.

Ce sont des propos ridicules et scandaleux, en particulier de la part du président de ladite commission. La preuve qu'il méprise les institutions et ne connaît pas leur fonctionnement. Le premier devoir d'un conseiller d'Etat, c'est de participer aux séances de l'Exécutif, qui siège depuis toujours le mercredi matin. Alors s'indigner que le ministre ne soit pas à la botte de Sa Majesté Stauffer le mercredi matin, c'est vraiment se moquer du monde. Ou est-ce une stratégie pour camoufler la réalité: les pontes du MCG sont pour

beaucoup dans la mise en échec du budget 2016, ce qui risque de nous faire subir le système des douzièmes provisionnels, une très mauvaise nouvelle pour le Canton, son économie et sa crédibilité.

Rolin Wavre

Supprimer les émissions religieuses?

Genève, 25 novembre La RTS est dans la même situation qu'une entreprise contrainte soit de trouver de nouvelles ressources, soit de moins dépenser. Il ne m'appartient pas de dire si la décision envisagée par la direction de supprimer les émissions religieuses est bonne ou mauvaise. En revanche, je pense qu'il faut remarquer

a) que les sujets traités dans ces émissions sortent fréquemment du strict cadre religieux pour aborder d'autres thèmes concernant également les préoccupations de nombreux auditeurs; b) qu'en cela, l'évocation de

ces préoccupations et évolutions sociales contribue à la qualité générale des programmes et qu'il est heureux que de tels traitements puissent trouver leur place à l'antenne; c) que les compétences professionnelles des journalistes attachés à ces émissions sont excellentes et enrichissent le professionnalisme du diffuseur de service public.

Gérald Sapey, ancien directeur de la RSR

Genève exporte sa pénurie?

Genève, 24 novembre Votre constatation selon laquelle

Ecrivez-nous

Vos réactions, votre opinion nous intéressent. Envoyez votre lettre à **courrier@tdg.ch**, ou à **Tribune de Genève, courrier des lecteurs, case postale 5115, 1211 Genève 11**. Votre texte doit être concis (1400 signes maximum), signé et comporter vos adresse et téléphone. La rédaction se réserve le droit de choisir les titres et de réduire les lettres.

Genève exporte sa pénurie de logements en France voisine me semble surprenante (voir «Tribune de Genève» du 24 novembre). Même s'il y a quelques milliers de Suisses qui habitent de l'autre côté de la frontière, je présume qu'il y a beaucoup plus de Français qui vivent à Genève ou au canton de Vaud. En outre, l'économie suisse offre des places de travail à plus de 100 000 frontaliers si je ne me trompe pas. Pour ne pas mentionner les places de travail créées en France grâce au tourisme d'achat, des entreprises travaillant en Suisse, des diplomates vivant en France, etc. Donc, la France voisine a de nombreux avantages de la prospérité suisse et se plaint de devoir fournir les logements? Il me semble que la France a encore de nombreux chômeurs qui pourraient renforcer les entreprises de construction pour bâtir des immeubles en France. Contrairement à la Suisse, la France dispose de beaucoup plus de terrains pour de nouveaux quartiers.

Anke Sach

Oui, ça va! Paris est plus beau qu'avant

Perspective

Xavier Alonso
Correspondant à Paris



«Et vous, ça va?» Le quotidien *Libération* a mis en une de son numéro de samedi cette question lancinante qui tourne en boucle en France et à Paris. C'est bien vu ou plutôt bien entendu. Cette demande est révélatrice de l'ambiance grave, un curieux mélange de peur et d'incompréhension, qui règne dans la capitale française. Et pas seulement parce que François Hollande et Manuel Valls, ainsi que toutes les légions de l'opposition politique, déclarent que la France est en guerre ou que la guerre est en France, c'est selon.

Et vous, ça va? Cette interrogation, les Parisiens se la répètent sur les terrasses de bistrot, chez le primeur, leur caviste, dans le bazar du coin, sur le trottoir devant l'école en attendant la sortie des enfants. Les gens se parlent, s'échangent des regards plus doux comme s'il fallait du baume social à cette période d'état d'urgence qui dit peur, terreur, traumatisme et résilience.

Autant de grands mots qu'on se répète mais qu'il faut ramener au quotidien, expliquer à hauteur de quidam qui se fout de la géopolitique du Moyen-Orient. Par exemple? Une connaissance qui pendule entre le centre de Paris et l'une de ses banlieues - chic, la banlieue, puisque vous y avez pensé! - s'étonnait, non sans joie, que le bouchon historique du mardi 17 novembre a été presque un moment agréable.

Ce matin-là en Ile-de-France, en effet, 529 kilomètres de bouchon étaient enregistrés. Suite aux attentats, les pendulaires ont préféré leur voiture aux transports en commun. Une gabegie digne de

figurer dans le Guinness Book! Mais, ne serait-ce l'inconvénient du retard au travail - presque deux heures - les «ralentis» du périphérique s'en sont accommodés avec philosophie. Presque un moment de partage, raconte toujours ce témoin du chaos routier. Pas de klaxons, d'énervements, ni de tentatives hasardeuses de dépassement

«Les gens se parlent, s'échangent des regards plus doux»

pour gagner 20 mètres. Encore une fois l'effet «Et vous, ça va?»

Des histoires comme ça «banales à pleurer» - chanterait Edith Piaf qu'on a jamais autant entendue - il y en a des tas à raconter. Certaines d'entre elles sont un peu banales, et c'est la faute au terrorisme tout de même. Les ventes d'anxiolytiques et de somnifères explosent. Des journaux aussi se vendent mieux. Le tourisme accuse le coup: hôtels, commerces, restaurants particulièrement liés à la consommation des visiteurs de Paname sont inquiets. Les réservations de vols vers la capitale française ont ainsi chuté de 27%, selon les chiffres du Ministère des affaires étrangères.

Puisque désormais, dans un sursaut de solidarité compassionnelle, le «monde entier est Paris», il faut donner quelques nouvelles comme le font les bons amis. Alors, oui ça va. Paris n'est pas encore Beyrouth, gardons la mesure. Mais cette ville est devenue encore plus belle aux yeux de nombreux Parisiens qui craignent sous la menace de perdre son esprit, sa légèreté et son élégance canaille.

Lu sur les blogs



Traversée du lac, le dossier avance

Nathalie Hardyn: La récente étude conduite par le Département des transports au sujet de la traversée du lac n'a pas suscité beaucoup d'échos. Elle est pourtant loin d'être dénuée d'intérêt. Elle permet en effet de poser avec précision les jalons qui permettront au Canton de financer et de réaliser le bouclage autoroutier dans le timing prévu par le Conseil d'Etat, à savoir quinze ans. Elle témoigne aussi du sérieux avec lequel nos autorités continuent à monter ce dossier important. (...) Quand elle sera réalisée, la traversée du lac changera radicalement la situation du canton en matière de trafic: le centre-ville sera complètement redessiné pour privilégier les activités urbaines et la mobilité douce, les axes routiers seront désengorgés et le développement territorial entre les deux rives sera

rééquilibré de manière harmonieuse. En attendant, d'autres études devront être réalisées, qui porteront sur les aspects environnementaux, urbanistiques, économiques, etc. A la fin de 2017, la question du péage sera réglée; à la fin de 2019, le choix de réaliser ou non un PPP aura été fait.

http://nathaliehardyn.blog.tdg.ch

La RTS doit garder les émissions religieuses

Jacques-Simon Eggly: (...) L'information donnée a stupéfait ceux qui assistaient à un culte radio-diffusé, présidé par une pasteur de grand format: Marie Céneq. (...) La Radio Télévision romande ne parle certes pas de supprimer la transmission des cultes et messes. Pour le moment! En effet, dès lors que l'on relativise un devoir en général, où s'arrêtera-t-on? Certes, la SSR est soumise à des pressions financières et doit contrôler son budget; donc sa branche romande aussi. Mais l'exercice ne saurait se référer aux seuls critères des audiences. La SSR, au bénéfice d'une concession et percevant une redevance, a des devoirs civiques et moraux. Elle doit, par exemple, donner sa place à la vie nationale et

à celle des régions. Il est évident qu'elle doit aussi offrir des occasions d'entendre et de voir des émissions qui s'approchent des sujets les plus essentiels. Cela ne concerne pas seulement les fidèles de telle ou telle religion mais tous ceux qui ont besoin de s'interroger sur le sens de la vie, les racines de notre société, les dangers qui nous menacent... (...)

http://jseggly.blog.tdg.ch

Le climat est l'affaire de tous...

Luc Barthassat: (...) En matière de transport, vous le savez, les députés se prononceront bientôt sur la loi-cadre de la mobilité, une paix des transports à l'horizon, qui permettra d'organiser la mobilité de manière coordonnée selon une logique d'axes et de zones. Mais le département n'a pas attendu cette loi pour agir avec la logique suivante «un véhicule qui roule est un véhicule qui pollue moins». (...) Le deuxième axe de travail se concentre sur la durabilité de l'activité économique et plus particulièrement le transport de marchandises. «Du champ à l'assiette il n'y a qu'un pas», voilà le leitmotiv du label GRTA, véritable marque «zéro kilomètre» que nous développons. (...)

http://barthablog.blog.tdg.ch

Des skis chez un horloger

Patrick Wehrli: En route, probablement quelque part au milieu du canton de Vaud, j'ai eu la possibilité de manipuler pour la première fois une montre connectée de TAG Heuer. (...) Une fois arrivés à Malters, nous nous sommes retrouvés devant la manufacture des skis Stöckli. Une maison fondée il y a très exactement 80 ans par Josef Stöckli. Une cinquantaine de collaborateurs fabriquent près de 50 000 paires de skis par année, chacune compte une dizaine de couches de matériaux différents. (...) Il fut également intéressant de voir la relation que Stöckli a avec le monde de la compétition. Cette relation est très proche à celle qu'a l'industrie automobile avec le monde du sport automobile. (...) Stöckli et TAG Heuer ayant des valeurs communes, notamment un fort attachement à notre pays, ils ont uni leurs compétences pour développer un ski ensemble. Un modèle ayant un rayon de 14,9 mètres sera bientôt en vente dans une trentaine de boutiques TAG Heuer à travers le monde incluant celle de Genève. (...)

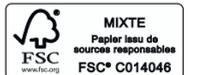
http://patrickwehrli.blog.tdg.ch



Adresse: 11 rue des Rois, 1204 Genève. Tél. 022 322 40 00 - Case postale 5115 - 1211 Genève 11.
Fax/rédaction: 022 781 01 07
Adresse électronique: redaction@tdg.ch (non valable pour annonces et abonnements)
Internet: www.tdg.ch
Pour signaler vos manifestations: agenda@sr.tamedia.ch

Abonnements:
Tarifs pour la Suisse (TVA 2.5% incluse)
12 mois: Fr. 489.-.
Courrier: Case postale 5306, 1211 Genève 11
Tél.: 0842 850 150 (lu-ve 8h-12h/13h30-17h)
Contact: www.tdg.ch/abonnement
Suspension et changement d'adresse temporaire: gratuit sur internet
www.tdg.ch
Tél.: 0900 950 150 (Fr. 6. - appel et service compris. Tarif sur le réseau fixe.)
Autres services: Tél. 0842 850 150 Fax. 022 322 33 74

Rédacteur en chef responsable: Pierre Ruetschi
Rédacteurs en chef adjoints: Denis Etienne, David Haeblerli, Frédéric Julliard. **Directeur artistique:** Sébastien Contocollias. **Adjointe (resp. photo):** Ester Paredes.
Chefs d'édition: Michel Eggs, François Savary
Rubriques Genève: Xavier Lafargue. **Suisse:** Judith Mayencourt. **Monde:** Olivier Bot. **Economie:** Roland Rossier. **Sports:** Pascal Bornand. **Culture:** Pascale Zimmermann. **Opinion-dialogue:** Benjamin Chaix. **Samedi week-end:** Jérôme Estèbe. **Signé Genève:** Fabien Kuhn. **Internet:** Daniel Klopfenstein. **Blogs:** Jean-François Mabut (Jf.mabut@tdg.ch)



Médiateur: Daniel Cornu
www.mediateur.tamedia.ch
Marketing - Club lecteurs: Fabrice Schoch
Tél. 022 322 40 00, Fax 022 322 39 72

Une publication de Tamedia Publications romandes SA
Pietro Supino, éditeur
Serge Reymond, directeur général
Publicité Print Suisse romande
Tamedia Publications romandes SA
Rue des Rois 11, 1204 Genève 11
+41 22 322 34 25
publicite.geneve@sr.tamedia.ch
Publicité Print Suisse alémanique
Tamedia Publications romandes SA
Werdstrasse 21, 8021 Zürich
Tél. + 41 44 251 35 75
Publicite.zuerich@tamedia.ch
Annonces:
Guichet: rue des Rois 11, 1204 Genève 11.
www.mytamedia.ch - référence point-annonces

Tirage contrôlé (REMP 2014)
43 860 exemplaires
Audience (Mach Basic 2014-2)
114 000 lecteurs
Indications des participations importantes selon l'article 322 CP:
CIL Centre d'Impression Lausanne SA, homegate AG, LC Lausanne-cités SA, Société de Publications Nouvelles SPN SA
Imprimé en Suisse
Tous les droits sont réservés. Toute réimpression, copie de texte ou d'annonce, ainsi que toute utilisation sur des supports optiques ou électroniques, sont soumis à l'approbation préalable de la rédaction. L'exploitation intégrale ou partielle des annonces par tiers non autorisés, notamment sur des services en ligne, est expressément interdite.